

DEI GRENG

En apesanteur

Un mois après le référendum, les bouches s'ouvrent chez les Verts. Certains regrettent l'emballlement pro-Constitution de leur parti.

(AT) - Les Verts ont un problème avec leur base. Les chiffres du sondage Eurobaromètre à propos du référendum sur la Constitution européenne interpellent les responsables des Verts: seulement 48 % de leurs électeurs et électrices ont voté Oui lors du référendum sur le projet de Constitution européenne, malgré la campagne agressive menée par François Bausch et Claude Turmes. Le décalage entre l'électorat et les membres du parti est spectaculaire: 75 % des 72 membres du parti présents au Congrès de janvier 2005 avaient approuvé la Constitution. Au niveau des élus, la différence est encore plus flagrante avec sept ouistes sur huit parlementaires nationaux et européens. Comme le remarque l'ancien porte-parole des Verts, Carlo De Toffoli: "Toute la nomenklatura du pays a dit Oui, toutes les institutions et structures ont dit Oui. Mais la base n'a pas obéi aux ordres - aussi chez les Verts".

Les Verts avaient - à leurs débuts - l'ambition de faire de la politique autrement, en s'appuyant sur la participation de la base et les mouvements sociaux extra-parlementaires. Aujourd'hui, au

lendemain du référendum, les Verts se trouvent en décalage avec la moitié de leurs électeurs et électrices, dont 49 % ont dit Non. Le malaise est palpable chez les responsables intermédiaires de l'organisation. "Je trouve qu'il est toujours difficile d'inclure la base et les sympathisants. Il aurait fallu davantage en discuter, mais il est difficile de faire participer tous nos membres aux congrès et aux débats", se lamente Colette Kuttén, conseillère municipale à Dudelange et membre du Comité exécutif des Verts.

Décision précoce

Certains mettent en cause le caractère précoce de la prise de décision. Lors du congrès de janvier à Mamer, Fränz Schwachtgen, militant vert de Differdange, s'est abstenu: "J'estime que je n'étais pas suffisamment informé pour me prononcer. J'espère seulement que les 75 % qui ont dit Oui étaient mieux renseignés que moi." Carlo De Toffoli pense que le résultat aurait été différent si le vote était intervenu plus tard. "Le débat public a commencé à prendre en mars-avril, pour vraiment démarrer en mai. Si

on avait voté à ce moment-là en interne chez les Verts, le résultat aurait sans doute été plus serré." Colette Kuttén regrette, "à titre personnel", le caractère "trop unilatéral" de la campagne pour le Oui des Verts.

Jean Geisbusch, ancien membre des Verts et ex-représentant de la gauche du parti, assure qu'une "opposition silencieuse" continue à exister chez les Verts et regrette qu'elle ne se soit pas plus fait entendre. "La culture du débat et de la controverse n'existe plus chez les Verts. Aujourd'hui, le consensus fait la fierté et on sort le bulldozer pour mettre fin aux discussions", affirme Geisbusch. Comme dans les autres partis, la distance entre le sommet et la base de l'organisation se creuse. "La discussion est inégale entre professionnels et amateurs de la politique. Les premiers ont une telle avance en termes d'informations qu'il est difficile de leur tenir tête, sauf à faire de la politique son passe-temps unique", déplore Colette Kuttén. Enseignant d'économie, Carlo De Toffoli avance une explication matérialiste: "Il y a aussi la question de la divergence d'intérêts entre les structures et la base. Avec l'institutionnalisation, l'appareil du parti prédomine de plus en plus."

Signe de l'embarras des Verts: certains responsables se mettent à regretter que Jean Huss n'ait pas davantage

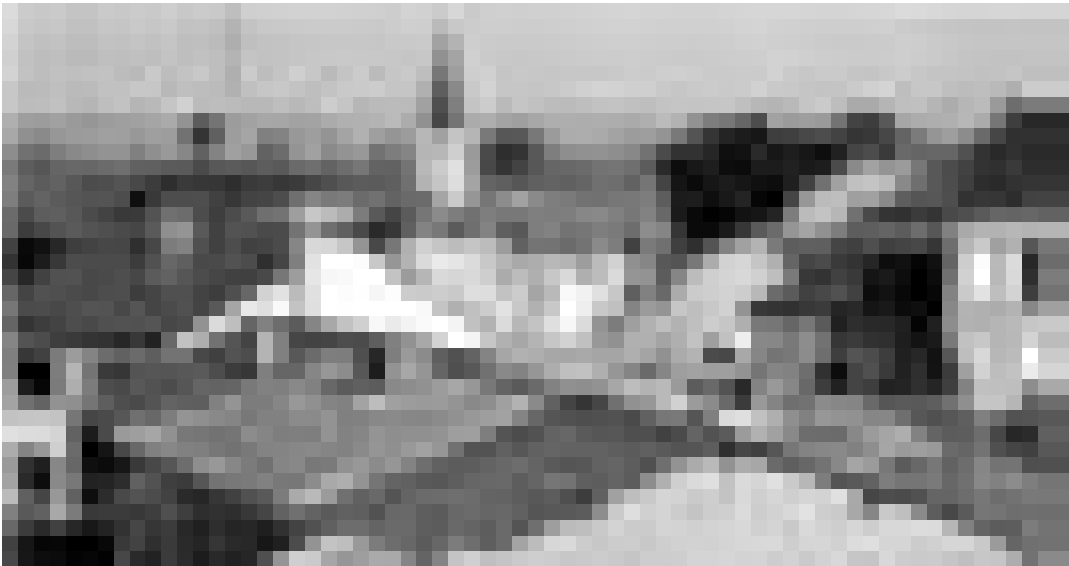


fait campagne pour le Non, ce qui aurait donné une image plus pluraliste du parti. En misant sur une large victoire du Oui et sur l'écrasement du camp du Non, les dirigeant-e-s des Verts n'ont pas seulement montré la distance qui les sépare d'une partie de leurs électeurs et électrices, mais ils ont aussi mis à nu le secret de leur succès, qui constitue également leur talon d'Achille: la coexistence de deux générations politiques dans un même électorat. Une première génération d'électeurs écologistes, plutôt de gauche et pacifistes, attachée aux idéaux du parti des origi-

nes, et une deuxième génération, attirée par le profil moderniste et le programme libéral-libertaire d'un futur parti de gouvernement. Le dilemme des Verts est qu'ils ne peuvent se passer d'aucune des deux composantes, aux aspirations contradictoires. Sauf à défier les lois de la physique politique, en se plaçant durablement en apesanteur.

ELECTIONS COMMUNALES

Où sont les femmes?



Les régions rurales envoient peu de femmes aux conseils municipaux. (photo archive)

Les communes sont la lanterne rouge de la participation politique des femmes. Les élections municipales en octobre vont peut-être changer la donne.

(AT) - Les conseils municipaux de certaines communes ressemblent davantage à des clubs masculins qu'à une représentation populaire. Au Luxembourg, 85 % des conseillers communaux et des échevins sont de sexe masculin. Lors des élections municipales de 1999, vingt-quatre communes n'ont élu aucune femme. Pire: sept de ces communes n'ont encore jamais envoyé de femme au conseil municipal. Cette situation préoccupe le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL). "La commune est la cellule de base de la participation démocratique et

l'échelon communal pourrait servir de tremplin à un engagement plus résolu des femmes dans la vie politique", affirme la présidente du regroupement des associations de femmes, Landy Casali. Le CNFL a effectué un dépouillement des premières listes de candidat-e-s déposées pour les élections municipales, en se limitant aux communes à système proportionnel. Les chiffres issus de ce dépouillement permettent d'espérer un léger mieux: on compte en effet 32 % de candidates sur les 1.204 candidatures déjà déposées à la date du 10 août. En 1999, le taux de can-

didatures féminines était de 24 %. Ce bilan est cependant provisoire: certains partis n'ont pas encore rendu publics toutes leurs listes et les candidatures dans les communes à système de vote majoritaire ne sont pas encore connues.

Optimisme provisoire

La progression du nombre de candidatures féminines dans les communes de plus de 3.500 habitants-e-s, à système proportionnel, est le fait de tous les partis, à l'exception des Verts. Les listes municipales des trois partis de gouvernement - CSV, LSAP, DP - comportent autour de 30 % de femmes d'après le bilan d'étape réalisé par la CNFL. L'ADR a fait des efforts significatifs avec un taux de 42 % de femmes sur ses sept listes déposées. Si les Verts continuent à être le parti qui présente le plus de femmes, ils n'arrivent pas à atteindre la parité visée dans leurs statuts. La proportion de femmes est pour la première fois en recul sur leurs listes et tombe de 48 à 44 %. Renée Wagener, ancienne députée des Verts et auteure du rapport du CNFL sur la participation politique des femmes dans les communes, explique ce léger décrochage par l'aug-

mentation des communes dans lesquelles les Verts présentent des candidat-e-s. Mais aussi, de façon plus prosaïque, par "les difficultés que les partis peuvent rencontrer pour trouver des candidats et des candidates pour remplir les listes".

Les différences régionales dans le taux de candidatures féminines semblent également s'estomper. Historiquement, le nombre de candidatures de femmes était toujours particulièrement bas dans les communes plus conservatrices et catholiques du Nord et de l'Est du pays, tandis que la ville de Luxembourg a une tradition d'élues locales et de bourgmestres féminines depuis 1970. Les premières listes déposées dans les communes avec un système de vote proportionnel montrent un alignement des taux de candidates dans le Nord sur ceux du Centre et du Sud. "Avec l'atténuation des différences entre zones urbaines et rurales, la spécificité des régions rurales diminue également", affirme Renée Wagener. Les communes de l'Est continuent cependant à se distinguer par un taux de candidatures de femmes moins élevé (24 contre 35 % dans le Centre). Si les responsables du Conseil national des femmes se montrent relativement satisfaites des progrès enregistrés, une grande inconnue reste néanmoins l'évolution du pourcentage de femmes candidates dans les scrutins majoritaires. Ce type de scrutin, très personnalisé, entraîne en effet une visibi-

lisation plus importante des candidat-e-s que le scrutin proportionnel. Renée Wagener pense qu'il est plus facile pour une femme de se porter candidate dans un scrutin proportionnel. "Dans le scrutin majoritaire, la défaite est souvent vécue par les candidat-e-s comme un échec personnel, tandis que la dynamique collective des listes offre une forme de protection et de soutien. L'échec ne retombe pas sur le candidat ou la candidate en tant qu'individu."

L'important c'est de participer. Ce dicton risque de prendre une saveur amère pour beaucoup de femmes candidates. Les élections précédentes ont en effet montré que, même si les femmes se portent candidates en plus grand nombre, elles continuent souvent à être moins élues que leurs colistiers ou concurrents masculins. "Il ne suffit pas que les partis présentent des femmes, il faut aussi qu'ils les mettent en valeur et les soutiennent", rappelle à ce propos la présidente du Conseil national des femmes, Landy Casali.